

Différent

le journal des *adh* éreux de la fédération *Sud* Santé-Sociaux

NOUVELLE FORMULE DU JOURNAL «OFFENSIVE SYNDICALE» - ISSN : 1776-1875



NUMÉRO 34 - AVRIL-MAI - 2012 -

SOMMAIRE

le journal des adhérents de la Fédération **Sud** Santé-Sociaux - numéro 34

Différent
le journal des **adh** services de la Fédération **Sud** Santé-Sociaux

ont collaboré à ce numéro :

Commission Femmes, Fabienne Binot, Nelly Derabours, Michel Fourmont, Loïc Faujour, André Giral, , Jean Carré, Jean Marie Sala, Vladimir Nieddu, Alain Acquart, Jean Vignes,

santé et social - pages 4, 5, 6

Plan santé mentale: Beaucoup de bruit pour rien? pas tout à fait!

Grève au CH Guillaume Regnier: Victoire sans précédent des salariés.

juridique - page 7

La restauration, ça n'existe pas!

dossier - pages 8, 9, 10, 11

Contre la dictature financière, construire l'eurolutte des peuples.

Joint social. La résistance grecque, avant poste d'un combat? Les résistances existent coordonnons les!

société - page 12

FN : un programme anti-social !

international - page 13

crise et mobilisation dans l'état espagnol.

femmes - pages 14, 15

Luttons contre la lesbophobie au travail

culture & plaisir - page 16

Francesca Solleville, la passeuse de mots



Union
syndicale
Solidaires

Nouvelle formule du journal «offensive syndicale» - ISSN : 1776-1875 - Numéro de CPPAP : en cours de réactualisation

Edité par la Fédération nationale Sud Santé-Sociaux, 70 rue Philippe de Girard, 75018 Paris

Directeur de publication : Jean-Marie Sala

Téléphone : 01 40 33 85 00 / Télécopie : 01 43 49 28 67 / Courriel : contact@sud-sante.org / Site internet : www.sud-sante.org

Secrétariat de rédaction : André Giral Alain Acquart Jean Vignes

Numéro 32 imprimé en 17550 exemplaires par : IGC communigraphie,

10 rue G. Delory - 42964 Saint-Étienne Cédex

édito

De plus en plus de salariés n'arrivent plus à joindre les deux bouts, en plus des chômeurs, des personnes qui vivent de pensions ou revenus sociaux de misère, c'est toute une partie de la population qui vit dans la précarité.

Suicides, tentatives de suicide ou usure professionnelle, les salariés du sanitaire et du médico-social payent aussi un lourd tribut.

Sous le prétexte de la crise et de la concurrence, ce sont, blocages des salaires, réductions d'effectifs, restructurations, pertes de sens du travail qui se généralisent. En France, si la situation est pour l'instant «moins pire» qu'en Grèce, au Portugal ou en Pologne, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Le nouveau traité européen concocté par Merkel et Sarkozy, s'il était ratifié, imposerait de nouvelles coupes claires dans les budgets sociaux et le droit du travail ainsi qu'une austérité salariale accrue. La financiarisation et la marchandisation de toute la société au seul profit des actionnaires, dégraderont tous les acquis sociaux.

Comment répondre à cette souffrance des salariés ?

L'espoir est nécessaire pour lutter collectivement et sortir du repli individuel, c'est une question de survie.

La majorité des travailleurs se démène avec des « fins de mois » qui commencent le jour de la paye. Comment se payer dans ces conditions là, le « luxe » d'un jour de grève... sans lendemain.

C'est cet état d'esprit qu'il nous faut changer. Les conditions de «mal être» sont réunies pour construire un mouvement de protestation.

La perspective d'une grève illimitée, unitaire, assortie d'actions dures, sera seule à même de donner l'espoir de déboucher et d'aller au-delà du risque financier d'un mouvement de grève. Il faut qu'un réel bras de fer avec le pouvoir s'engage, quel que soit le résultat des élections.

100, 200, 300... euros d'augmentation revendiqués, qu'importe, pourvu qu'au bout, la situation s'améliore pour la majorité des salariés et que la lutte ne laisse pas le goût amer de la défaite.

A nous d'en créer les conditions, par la sortie de l'isolement, par l'animation d'AG, assorties d'une campagne de tracts. Expliquer que la spirale de la misère n'est inéluctable que si elle ne rencontre que la passivité. Notre avenir ne doit pas être écrit par les multinationales mais par la force des travailleurs qui ne doivent plus avoir peur du lendemain. Gagner c'est possible !

Coordonnons les luttes ici, unissons nous avec les autres peuples européens, imposons une autre répartition des richesses... , .

*Annoncé pour l'automne dernier,
le Plan Psychiatrie et Santé Mentale 2011-2015 nouveau est arrivé!*

Beaucoup de bruit pour rien ? Pas tout à fait!

Il constitue un recueil d'orientations stratégiques sans qu'aucune mesure concrète ni l'once d'une annonce de moyens financiers n'y soient envisagées!

Ce plan se résume en fait à une déclinaison pour la psychiatrie de la loi HPST qui en était quasi absente, hormis la mission de service public dévolue pour la prise en charge des soins sans consentement.

..il achève le secteur dans son organisation actuelle :

Ce plan prône allègrement le développement des coopérations structurées tels les Communautés Hospitalières de Territoire et les Groupements de Coopération Sanitaire, sous couvert d'une plus grande égalité en matière d'offre de soins à l'échelle des territoires.

Le secteur y est inhumé en tant que zone d'intervention et d'organisation des équipes soignantes au profit d'un rayonnement territorial en complémentarité avec d'autres acteurs (professionnels du secteur privé, du médico-social).

Et s'il est question de reconnaître à la psychiatrie une «mission de service public de proximité» en faisant évoluer le Code de Santé Publique, ce n'est que pour mieux démanteler la psychiatrie publique en la contraignant à des coopérations, sous l'égide des Agences Régionales de Santé.

...il accentue les transferts du sanitaire vers le social et le médico-social :

Les complémentarités évoquées, qui sont depuis longtemps des outils de la politique de secteur, de façon certes plus avancée en pédopsychiatrie (qui n'est d'ailleurs que brièvement citée dans le plan), n'ont pour autre but en réalité que de désengager l'Etat au « profit » des collectivités territoriales : développement des Services d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et des Services d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH). Ainsi les défaillances du secteur, par défaut de moyens et d'ambitions, seront compensées par le transfert dans le champ du handicap psychique qui ne reçoit aucun moyen en retour pour faire face à une augmentation de leurs activités.

...il fait l'impasse sur l'état des lieux :

Alors que la crise des effectifs et des qualifications en psychiatrie est dénoncée par tous, le plan fait l'impasse totale sur la question du manque de personnels (à l'exception de celle des médecins généralistes et du SAMU !) et de la formation. Il recommande le développement de « bonnes pratiques » définies par la Haute Autorité de Santé, confirmant là une réponse purement administrative en lieu et place d'une

véritable politique de soins. Partout les protocoles sont donc appelés à prospérer, empêchant totalement les soignants et les personnels socio-éducatifs de penser les accompagnements et les soins et d'aborder les usagers dans leur dimension intersubjective. Pour le reste, il mise sur la pair-aidance...

...il pose des objectifs purement incantatoires et démagogiques

Des objectifs de développement de logements sont fixés sans engagement financier, alors même que nous assistons à une baisse, voire à un arrêt des subventions des associations qui proposent des logements associatifs, comme du logement social en général.

Le plan évoque des conditions inacceptables d'hospitalisation en psychiatrie, sur les aspects hôteliers, et préconise la fermeture de certains «points noirs» au profit de «structures neuves, réhabilitées ou de dispositifs alternatifs à l'hospitalisation»... sans budget ! Impasse totale sur les graves difficultés que connaissent nos établissements publics, les dégradations des conditions de travail et de soins qui pervertissent les pratiques et bafouent le droit des personnes à être soignées dignement. Enfermement, contention, restriction des libertés, chimie à outrance sont passés sous silence (malgré le rapport de l'IGAS).

On regrette que le récent avis du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté, expliquant, en substance, que des effectifs en quantité et correctement formés étaient plus efficaces que les mesures sécuritaires, n'ait pas été entendu.

Et cerise sur le gâteau, le plan affiche la nécessité de «changer l'image négative de la psychiatrie», allant même jusqu'à vouloir «éduquer» la presse alors que politique gouvernementale à l'œuvre n'a de cesse d'instrumentaliser les faits divers, d'installer une politique de la peur pour justifier des mesures de plus en plus sécuritaires !

Comme toujours le processus de concertation s'est réduit à quelques points d'information, au mépris total des contributions que représentations de personnels et d'usagers pouvaient apporter. Ce plan révèle une vision purement technocratique et économiste de la discipline, affichée dès les premières lignes du préambule qui nous apprend que **«les troubles mentaux génèrent des coûts économiques importants, en raison par exemple d'une moindre productivité dans les entreprises, d'une participation à l'emploi plus faible et des coûts supportés par les individus, les familles et les communautés qui y sont confrontés (...). Les coûts collatéraux liés à la perte de production et la perte de qualité de vie atteindraient près de 80 milliards d'euros»...**

Et l'humain dans tout ça? Il faudra attendre la huitième page du plan pour que ses auteurs prennent en compte le fait qu'une personne malade soit un être qui souffre et non pas un vil improductif!

Nelly Derabours

C H Guillaume Régnier : Un conflit exemplaire, une victoire retentissante!

Etablissement public spécialisé en psychiatrie, le centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes a subi depuis des années restrictions budgétaires, fermetures de services, suppressions de postes et au final des conditions d'accueil et de soins dégradées, indignes : le 19 janvier, la Directrice Qualité, Gestion des risques et Relation aux usagers, d'astreinte ce jour là, autorise l'hospitalisation de patients sur des matelas à même le sol.

C'est le déclencheur d'une lutte syndicale sans précédent. Le 31 janvier l'assemblée générale des salariés a voté la grève reconductible à partir du 7 février avec blocage des entrées. Une tente ainsi que la reconstitution in situ de la chambre avec matelas par terre ont été installés à l'accueil du centre hospitalier. C'est vite devenu le lieu de rencontre des salariés et de tous les soutiens extérieurs qui ont été nombreux. Les patients ont aussi été au rendez-vous : ils ont mis en place une pétition pour dénoncer leurs conditions d'hospitalisation et certains ont même pris la parole dans les assemblées générales journalières qui ont reconduit la grève. La préfecture et l'ARS ont été prévenues et sommées de prendre les mesures nécessaires pour accueillir les patients ailleurs. La publication de la photo des

matelas à même le sol a eu un retentissement médiatique très important au niveau local, régional et national. Tous les secteurs se sont mobilisés. Les patients se sont emparés de ce mouvement en diffusant une pétition dénonçant leurs conditions de prise en charge. De nombreux soutiens extérieurs se sont manifestés : politiques, syndicats, militants associatifs, familles de patients, patients...

Le 10 février, l'ARS a cédé aux revendications et proposé la réouverture de 47 lits d'hospitalisation et de 10 lits d'hôpitaux de jour.

Ce mouvement de grève a été porté par la volonté et la nécessité de rendre la dignité aux patients et au métier de soignant et un sens au service public. Les nombreux jeunes salariés très actifs dans ce mouvement ont vu leur premier conflit se terminer par une victoire. C'est un immense message d'espoir pour les luttes à venir.

Michel Fourmont



BASS : après le 22 mars, un mouvement en devenir !

A l'occasion de l'assemblée générale de la FEHAP, jeudi 22 mars dernier, des milliers de salariés des établissements de la Branche des Associations Sanitaires et Sociales se sont mobilisés, dans de nombreuses villes à Paris d'abord, mais aussi à Lyon, Nantes, Bordeaux, Albi, Montpellier, Alençon... , pour dire haut et fort, une fois de plus, aux patrons de la Fehap, leur colère face à la dénonciation de la CC 51 et la perte de nombreux acquis conventionnels.

A l'appel de SUD, de la CGT et de la CFDT, deux à trois mille salariés de la région parisienne avec le renfort de délégations du Nord Pas de Calais, d'Angers, de Clermont Ferrand, de Rouen, etc..., se sont rassemblés devant la mutualité pour exprimer leurs revendications. Si malheureusement l'appel n'était pas commun et unitaire, le climat général entre les manifestants était plutôt à l'unité et à la combativité.

L'Assemblée générale était protégée par un dispositif policier important et les administrateurs de la FEHAP sont une fois de plus rentrés à la dérobée, pour éviter de passer devant les salariés. Courage fuyons !

Devant l'AG de la FEHAP et durant toute la matinée, ont été scandés des slogans contre la dénonciation de la convention collective, pour une convention commune de la BASS de haut niveau, pour une augmentation des salaires. Il faut noter que la CGT et la CFDT ont proposé à SUD d'intégrer la délégation intersyndicale qui a été reçue par la FEHAP. La délégation a été aussi élargie à la CGC qui n'appelait pas mais était présente par l'intermédiaire de ses négociateurs.

Une fois de plus, les patrons FEHAP n'ont rien lâché. Les organisations syndicales ont fait une déclaration unitaire à la sortie de l'entrevue avec les employeurs FE-

HAP appelant à l'amplification de l'action et à l'ouverture d'une négociation au niveau de la branche.

Pour faire reculer les patrons de la BASS, il est urgent localement comme nationalement de trouver un socle revendicatif minimum commun qui permette aux organisations syndicales, collectifs, salariés non syndiqués d'agir ensemble... Dès à présent, dans tous les établissements et les services de la BASS, les salariés doivent préparer une riposte unitaire à la hauteur des attaques patronales et gouvernementales.

Les salariés attendent une initiative dans ce sens. En ne répondant pas à cette attente, le risque serait de plonger l'ensemble du secteur dans le marasme ambiant, et de tout perdre en tirant un trait sur 10 ans de résistances...

André Giral

Mobilisation des Travailleurs Sociaux en Seine Maritime : chronique d'une lutte prolongée.

Suite à des baisses annoncées de budget dans le secteur de l'insertion et de l'hébergement entraînant des restructurations, des conditions de travail de plus en plus insupportable, des licenciements, des Travailleurs Sociaux organisés au sein d'un collectif et soutenu par notre Syndicat Départemental mènent depuis près de quatre mois des actions sur Rouen et son agglomération (rassemblements, piquets de grève, manifestations, etc.). Malgré le constat unanime de l'explosion de la précarité et du manque de moyen pour y pallier, les financeurs s'entêtent à nous faire

croire qu'ils ne baissent ni les budgets ni les places en hébergement. Malgré une pression qui augmente, les négociations sont au point mort et les financeurs se renvoient encore et toujours la balle. Dans une logique d'économie à court terme, l'État et Le Conseil Général démantèlent le système de solidarité et de protection sociale, s'en rejetant la responsabilité. En Seine Maritime, des centaines de personnes ne sont ou ne seront plus accompagnées. La plupart des employeurs acceptent plus ou moins docilement ces coupes claires dans leurs budgets et s'empressent d'organiser en interne

la mise en place de cette politique : licenciements, salariés sous pression ou en concurrence, déconsidérés, fermetures de structures, mise en place de quotas en fonction de la situation administrative des usagers. Les salariés ne se résignent pas et continue à mener une lutte sous des formes diverses, obligeant les autres OS du département (CGT et CFDT) à s'impliquer à travers la mise en place d'une intersyndicale, situation inédite dans le landerneau local.

Eric Planquois

La restauration ça n'existe pas.

La convention collective de 1951 a été dénoncée par la FEHAP le 1^{er} septembre 2011. Les 3 mois de préavis finissaient le 1 décembre 2011.

Il y a ensuite une période de survie de 12 mois qui se termine le 30 novembre 2012.

L'article L-2261.10 du Code du Travail oblige l'employeur et les représentants des salariés à négocier un accord de substitution. L'accord de substitution conclu dans le délai de négociation, remplace purement et simplement les conventions et accords dénoncés.

Aux dernières commissions paritaires la FEHAP a proposé « un accord de restauration » précisant qu'elle ne voulait pas vraiment dénoncer la convention dans son intégralité mais simplement les 15 points sur lesquels elle a refusé de céder. Pour rappel les 15 points concernent l'an-

cienneté c'est-à-dire l'évolution des salaires, les jours fériés, les congés, l'allocation de départ à la retraite et diverses indemnités.

Force Ouvrière envisage de signer cet accord et se pose en sauveur de la convention.

Bien au contraire!

Au niveau juridique un « accord de restauration » cela n'existe pas. Une jurisprudence de cour de cassation de 1994 a considéré que la signature d'un accord partiel sur le même objet que l'accord dénoncé constitue un accord de substitution, même si certains points étaient renvoyés à une négociation ultérieure.

Par la signature de cet avenant FO donne un chèque en blanc à la FEHAP, en signant une nouvelle convention collective vide puisque les dispositions, les acquis sur les 15 points litigieux n'apparaîtront plus dans le nouveau texte. De plus, un

accord existant, les salariés ne pourront plus prétendre au maintien des avantages acquis à titre



individuel.

Certes il faut maintenir la convention au-delà du 30 novembre 2012 mais pas à ce prix là.

La mobilisation doit s'amplifier pour obtenir le maintien des dispositions actuelles jusqu'à la fin des négociations d'une convention collective commune à l'ensemble de la branche.

Pantoufle

en bref...

L'hôpital du Blanc en sursis grâce à la mobilisation sans précédent.

Depuis près d'un an, la population du Blanc dans l'Indre s'est mobilisée pour défendre son hôpital et en particulier la chirurgie et la maternité qui sont menacées de fermeture par l'ARS fin janvier.

Dans cette localité enclavée du Berry, plusieurs manifestations ont rassemblé plus de 8000 participants. Un collectif de défense re-

groupe toutes les forces sociales (élus, représentants des usagers, commerçants, agriculteurs, salariés, intersyndicale SUD/FO de l'hôpital)

La dernière manifestation du 11 février a permis d'obtenir un rendez vous chez M. Bertrand, qui s'est engagé à maintenir la totalité des services jusqu'à la fin de l'année, contredisant le directeur de l'ARS. Certes, le combat n'est pas définitivement gagné, et la vigilance reste de mise pour pérenniser cet hôpital !



Contre la dictature financière, construire l'eurolutte des peuples.

L'Union européenne s'est construite sur l'idée de libre circulation des capitaux et des êtres humains dans un espace de concurrence libre et non faussée.

C'est un espace essentiellement économique où les états membres ont laissé se développer une concurrence entre eux fondée sur des échanges commerciaux, comme celle pratiquée à l'échelle mondiale. Il n'y a pas de construction de règles économiques, fiscales et sociales harmonisées, à l'exception de la politique monétaire, et encore avant la crise, car aujourd'hui chacun sauve sa peau voire même s'engraisse sur le dos des plus vulnérables.

Le dumping social et fiscal a conduit à réduire les recettes fiscales en réduisant la part des impôts directs mais en accroissant celle des impôts indirects (impôt sur la consommation comme la TVA). En même temps, les états ont pesé sur les contributions sociales ou cotisations sociales pour réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail ».

Depuis de nombreuses années



cette situation génère des déficits publics, puisque l'écart entre les recettes et les dépenses s'accroît sans pour autant qu'on assiste à une dérive des dépenses comme on veut nous le faire croire.

Les soldes déficitaires sont une partie de l'endettement des pays, dette des états portée par les marchés financiers qui réclament malgré tout une rentabilité élevée.

Cette dette est maintenant instrumentalisée pour, au nom de la réduction des déficits publics, s'attaquer à tous les services publics.

On a déjà vu la privatisation des transports, de l'eau, de l'électricité, de la poste et depuis quelques années on assiste aux

manœuvres sur la santé, l'éducation et tous les services attendants.

Il est donc important que la riposte soit bien sur dans chaque pays, dans chaque établissement, département ou région mais aussi que l'on arrive à coordonner des ripostes au niveau européen.

C'était l'objet de la confé-

rence de Bruxelles des 29 et 30 mars (voir article de Vlad) mais c'est aussi l'idée de la conférence dont nous sommes moteur les 12 et 13 mai à Paris.

Il y a énormément de bagarres menées en France par le personnel mais aussi à travers les collectifs de défense des hôpitaux et maternités. Il ya eu des victoires à Rennes, à l'APHP, au Blanc ; Il y a eu aussi des promesses non tenues par exemple le maintien de la maternité de la Seyne sur mer. Il y a un réel besoin de les coordonner si on ne veut pas se limiter à des rallonges budgétaires ou des maintiens de service qui se font souvent au détriment d'autres.

Le début de cette année 2012 a été marqué bien sûr par la situation en Grèce (voir encadré) spécifique mais aussi par de nombreuses mobilisations dans différents pays contre les privatisations des systèmes de santé.

Pantoufle

Conférence de Bruxelles des 29 et 30 mars 2012 : l'émergence d'une convergence de point de vue et d'actions face à la crise en Europe..

Joint Social

A l'issue du Forum Social Européen de Malmö, une vingtaine de syndicats européens (dont SOLIDAIRES) et de mouvements sociaux ont, décidé de lancer un processus de discussion conjoint.

La conférence de Bruxelles qui se tenait au siège de la CES a permis de rassembler environ 120 participants d'une vingtaine de pays d'Europe, militants syndicaux membres ou pas de la CES, réseaux de lutte (CADTM, Marches contre le Chômage..), associations (Attac, Copernic, Transform europ..), des indignés. SOLIDAIRES et SUD SANTÉ SOCIAUX y étaient représentés.

La déclaration Finale de la Conférence « Résister à la dictature des marchés financiers – exiger la démocratie et droits sociaux » a permis un consensus sur les points de convergences du diagnostic de la crise considérée comme tout à la fois financière, économique, sociale, écologique et politique.

Elle constate l'échec des mobilisations Européennes face à une crise globale : «

Ni la crise, ni les manifestations massives dans les pays les plus affectés par la crise n'ont

encore permis de renverser les politiques décidées par les gouvernements, c'est pourquoi il y a un urgent besoin de la convergence transnationale des luttes. » et cherche donc à résoudre cette crise de la mobilisation globale.

L'opposition au nouveau traité de stabilité financière et au mécanisme de stabilité financière, le constat que les politiques d'austérité sont socialement destructrices et économiquement suicidaires et que la crise s'accélère en changeant de nature sont le point de départ des pistes de travail et d'un agenda d'action commun avec la volonté partagée de construire un espace unique de rassemblement des syndicats, associations, réseaux de lutte et de mobilisations.

Le Forum Social Européen a été considéré comme dépassé car incapable de fixer et de proposer le calendrier d'action des mouvements sociaux, et de construire un réel mouvement social européen.

7 priorités ont été dégagées pour 2012, dont à l'initiative du syndicat polonais « Aout 80 » et SUD SANTÉ SOCIAUX, une campagne internationale en défense du service public de santé.

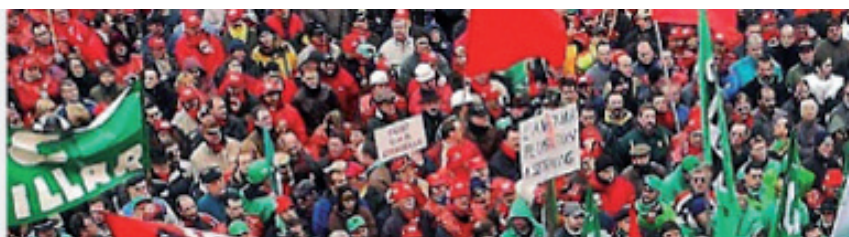
Parmi les dates prioritaires notons le 7 avril 2012 une Conférence Euro-méditerranée contre la dette, une Manifestation à Frankfort contre la BCE le 19 mai, une conférence de solidarité avec le peuple grec à Athènes en septembre, un « Global Action Day » le 20 juin contre le néo-libéralisme vert et enfin sur proposition de nombreuses organisations Italiennes un « ALTER SUMMIT » Florence 10 + 10 qui pourrait constituer le lancement de ce nouvel Espace européen 10 ans après le Forum Social Européen de Florence de 2002 lequel avait largement contribué à lancer la mobilisation contre la guerre en IRAK.

De très nombreux autres thèmes ont été proposés qui visent à permettre une mobilisation coordonnée entre les espaces nationaux et européens face à la crise, à la dette et aux politiques d'austérité.

La déclaration finale sera soumise au débat de toutes les composantes, sans exclusives, du mouvement syndical, associatif, de tous les réseaux de lutte et partis de gauche en Europe. Ce débat est d'ores et déjà le nôtre.

Vladimir Nieddu

joint
social
conference. eu



La résistance grecque avant-poste d'un combat commun?

La solidarité s'organise avec le peuple grec dans son ensemble mais aussi dans différents secteurs professionnels.

Au niveau de la Fédération nous avons été interpellé par des médecins et des professionnels de santé et travailleurs sociaux pour voir quelles actions de solidarité étaient nécessaire sur les problématiques de santé en Grèce.

En parallèle les rares informations qui circulent sur les luttes qui se développent nous ont appris que deux hôpitaux étaient occupés et s'organisaient en autogestion. Nous avons envoyé bien sûr un message de soutien et nous avons essayé de prendre contact avec des porte paroles de l'assemblée générale des travailleurs de l'hôpital de KILKIS. Voici un résumé sur la situation sanitaire en Grèce et surtout sur la lutte menée à KILKIS.

Le système de santé public est un grand acquis conquis dans les années 80. Mais comme partout il y a eu des attaques avant la crise. L'entrée du secteur privé date de 6 ou 7 ans. Aujourd'hui la situation a empiré avec des coupes importantes dans les subventions et les financements qui se sont traduits par des suppressions de postes à tout niveau. Il ya eu

l'instauration d'un droit d'entrée de 5 euros pour se faire soigner, les attaques sur la protection sociale, la sécurité sociale qui ne couvre que les travailleurs actifs.

Les chômeurs payent aujourd'hui l'intégralité des actes médicaux alors qu'ils touchent un indemnité de chômage pendant un an de 330 euros mensuels.

Le nombre de personnes sans sécurité sociale est supérieur à 30% de la population et augmente rapidement. Le chômage augmentant il creuse le déficit de la sécurité sociale qui ne rembourse qu'à hauteur de 33% des frais. Quelques chiffres: un accouchement coûte 900 €, une césarienne 1400€, 15 jours d'hospitalisation 7500€. On doit payer d'avance et être remboursé ou pas.

Pour se faire soigner il faut payer, en plus, un droit d'entrée dans l'hôpital de 5€.

Les budgets attribués aux hôpitaux ne couvrent moins de 60% des besoins nécessaires au fonctionnement. Les hôpitaux sont en déficit et le gouvernement a fait voter au parlement début mars, l'autorisation pour le ministre de la santé de décider de la fermeture des hôpitaux.

Il est prévu une diminution d'hôpitaux de 139 à 80, la suppression de 4500 lits et la privatisation de 11 000 lits qui

sont rachetés par les assurances privées.

C'est la psychiatrie qui est le secteur le plus touché. Les structures d'accueil ferment, les malades sont renvoyés dans les familles.

La réanimation est touchée et il faut attendre 4

mois pour les chimiothérapies.

Les attaques sur les personnels: les heures supplémentaires ne sont pas payées depuis l'été dernier pour les personnels et depuis novembre pour les médecins.

Il peut y avoir des baisses de salaires de plus de 30% avec un effet rétroactif sur 4 mois... Certains ont eu des salaires de 4€, voire des salaires en négatif.

C'est la conjonction de ces différents éléments qui a amené la lutte des personnels de l'hôpital de KILKIS.

Il y avait les baisses de salaire mais aussi manque de matériel pour faire des analyses et l'obligation de sélectionner les patients.

Tous les salariés se sont rassemblés, médecins compris. 550 à 600 personnes travaillent à KILKIS, il y avait 400 personnes à l'assemblée générale et plus de 350 actifs pendant tout le mouvement.

Les revendications étaient la mise en place de la démocratie directe et l'autogestion. Elles se justifiaient par cette guerre sociale qui nécessite une forme de lutte plus radicale.

L'hôpital a été occupé, il y a eu gestion de l'activité par les personnels eux mêmes mais le passage à l'autogestion n'était pas assez préparé et des personnels notamment les administratifs assez réticents. Certains médecins ont une activité dans le privé et cela a créé des oppositions, des conflits. Pour autant des soins gratuits ont été dispensés avec le blocage des caisses.

Dans les AG, discours contre le gouvernement, l'Europe monétaire, le FMI mais aussi contre les grosses structures syndicales alignées sur les positions gouvernementales.

Toute une argumentation s'est développé autour du droit



CRISE + RÉCESSION = TRIPLÉ Ô



constitutionnel grec qui reconnaît le droit et l'universalité de l'accès à la santé, autour de la dette.

Il ya eu un prise de conscience généralisée.

Cette lutte a eu des répercussions sur d'autres hôpitaux et sur la population. Par contre le soutien de cette dernière a été plus fort dans d'autres villes qu'à KILKIS même car il y a eu la crainte de la fermeture de l'hôpital par le ministre.

Même si l'autogestion ne s'est pas mise en place, l'AG reste persuadée que c'est la seule solution et qu'il faut généraliser ces formes de lutte.

Pour mettre un terme à la lutte, les syndicalistes ont été mutés vers d'autres hôpitaux, avec des mesures de répression juridiques.

La solidarité internationale est très importante, pas par l'envoi de matériel ou d'argent mais par l'extension de la lutte politique. Nous devons avoir des mots d'ordre communs en Europe.

Ce résumé de la situation sanitaire mais aussi sur un exemple de lutte nous a été raconté par LEDA qui est médecin et porte parole de l'assemblée générale des travailleurs de KILKIS, elle participera à la rencontre des 12 et 13 mai à Paris.

Pantoufle

Les résistances existent coordonnons les!

La nécessité d'actions coordonnées au niveau de l'Europe s'impose puisque tous les gouvernements attaquent les systèmes de santé et de protection sociale et imposent une privatisation de façon plus ou moins rapide et générale.

Cet hiver a été marqué par de nombreuses mobilisations contre les politiques de rigueur, la destruction de la santé publique, la fermeture d'hôpitaux rendant plus difficile l'accès aux soins, l'installation du privé lucratif et de grands groupes financiers à l'intérieur des établissements, la casse des statuts et des contrats de travail.

Le 24 novembre le Portugal organise une journée de grève générale contre les plans d'austérité annoncés et contre les attaques des services publics.

Le 30 novembre c'est au tour de la Grande Bretagne de faire reculer le gouvernement contre un projet de décret sur la privatisation du système de santé.

Le 1 décembre grève générale en Grèce et le 2 décembre grève générale en Belgique, depuis l'été 2011 la Slovaquie connaît plusieurs mouvements de grève de différentes catégories, les infirmier-e-s et surtout les médecins, 7000 médecins hospitaliers menacent de quitter le pays si le gouvernement ne renonce pas à son projet de privatiser intégralement le service

public hospitalier, CHU compris.

Le gouvernement avait publié un décret permettant l'utilisation de la force pour obliger les médecins hospitaliers à se rendre sur leur lieu de travail.

Il a aussi décidé de recruter des médecins étrangers pour casser le mouvement et vendre le service hospitalier slovaque aux financiers du groupe PENTA. Malgré toutes ces menaces 2000 médecins défendent toujours le service public.

Cet hiver le président roumain a proposé de légiférer sur la privatisation intégrale, là aussi, du service public de santé contre l'avis du ministre de la santé qui a dénoncé cette mesure et menacé de démissionner.

La population dans son ensemble s'est mobilisée avec des manifestations importantes et c'est tout le gouvernement qui a été démis. Aujourd'hui c'est le tour de l'Espagne et une journée d'action sur la santé et l'accès aux soins est prévu le 15 avril 2012.

Pour rappel, dans plusieurs villes de France le 14 avril sera aussi une journée d'action «santé protection sociale» pour rappeler les attaques actuelles mais aussi nos propositions et peut-être s'inviter dans la campagne où le thème de la santé est absent.

Pantoufle

FN : un programme antisocial !

Il faut un certain masochisme pour lire les 300 propositions du FN. Après le dégoût vient le temps de l'analyse, pour pouvoir répondre aux trop nombreux travailleurs, chômeurs, jeunes qui pensent que le FN est un parti qui défend les salariés-es...

Ce qui choque avant tout, à la lecture de leur programme, c'est l'organisation d'un « apartheid » économique, social et politique pour les populations issues de l'immigration. A croire que les populations issues de l'immigration, ne travaillent pas, ne cotisent pas à la sécu, ne payent pas d'impôts, ne consomment pas. Le FN proposent une série de mesures discriminatoires, racistes qui si elles étaient appliquées, provoqueraient une crise bien plus grave que celle que nous vivons aujourd'hui.

Mais pour combattre le parti de la xénophobie et du racisme dans notre secteur, il est utile de se pencher particulièrement sur ses propositions en matière d'emploi, de social et de santé. Ces trois parties sont au cœur d'un véritable programme électoral anti social.

Le chômage : c'est la faute à l'immigration massive et aux 35h. Pour le front national il faut libérer l'entreprise de toutes les contraintes, réduire les cotisations sociales et pousser les femmes à retourner au foyer. Le FN propose rien de moins que de favoriser le statut du travailleur indépendant et favoriser

l'émergence de syndicats catégoriels dans les branches.

Sur le plan social, le FN milite pour le retour à un « ordre naturel ». Trois piliers à cet ordre naturel, la famille, le travail et la patrie, ça ne vous rappelle pas quelque chose ? Les principales propositions du FN sont : la baisse des cotisations avec la fin programmée de la Sécurité Sociale, la mise en place de politiques de participation et d'intéressement. La priorité d'accès au logement social doit être accordée aux seuls français, les salariés doivent avoir le libre



choix en matière de caisse de retraite, l'aide sociale réservée, elle aussi, aux seuls français et cerise sur le gâteau, ils défendent la création d'un service national de fraternité française, une sorte de milice du social en quelque sorte...

Enfin sur la santé, le FN fait là aussi très fort. La règle de la préférence nationale sera appliquée à l'entrée de l'hôpital, l'éclatement de la Sécurité Sociale s'accompagnera du libre choix

d'installation des médecins, de l'instauration d'une TVA « sociale », d'une facturation au temps et à la compétence du médecin, d'une liberté totale de gestion des hôpitaux et cliniques, enfin d'une liberté de fixation des prix des médicaments, cadeau du FN aux trusts pharmaceutiques...

Un avenir incertain, la peur du chômage et de la pauvreté, ne peuvent être réglées par le programme du front national qui est avant tout un programme au service du patronat. Il divise les travailleurs entre eux, prône la baisse du coût du travail, démantèle les protections sociales et civiles, « prêche » un Etat fort et un salaire maternel de misère pour inciter les femmes à retourner au foyer. Sans parler du déremboursement de l'IVG, de libérer l'école de l'idéologie, de fonder la répression sur la « tolérance zéro », de constituer une garde nationale, de supprimer l'impôt sur le revenu et sans rire : d'assurer la promotion de toutes les bonnes musiques...

Je n'invente rien et ce n'est qu'un très petit aperçu des inepties que défend le FN. Non, décidément ce n'est pas un parti comme les autres et sans vouloir donner de consignes de vote, il est de notre responsabilité syndicale de dénoncer la réalité d'un programme politique qui est sans nul doute un programme haineux, raciste et particulièrement antisocial.

André Giral

Crise et mobilisation dans l'état Espagnol

La grève générale du 29 mars 2012 contre la « reforma laboral », la réforme du droit du travail qui permet plus de flexibilité et plus de facilité de licenciements aux employeurs a été une réussite tant par le taux de participation à la grève interprofessionnelle que par le nombre des manifestants dans les 125 manifestations organisées ce jour là. La crise aigue, le chômage de masse et la potion antisociale du gouvernement Rajoy explique bien sûr cette réaction populaire : 70 % de grévistes et une grande

implication dans le processus de mobilisation avec 800 000 manifestants.

Cependant il ne faut pas oublier que le mouvement des indignés dit du « 15 M, né à la « puerta del Sol » et aujourd'hui devenu planétaire, fut construit sur la frustration provoquée par l'accord des centrales syndicales classiques, après la précédente grève générale du 29 septembre 2010 avec le gouvernement socialiste de l'époque.

Cette grève du 29 mars s'est donc construite dans un contexte de grande méfiance d'une partie significative de la jeunesse et du mouvement syndical. Il reste à espérer que les leaders nationaux du Mouvement syndical classique Espagnol retiennent la leçon des errements précédents.

La nouvelle accélération de la crise qui touche l'Espagne mais aussi la mise en place de plans d'austérité à tous les pays du SUD : Grèce, Portugal, Italie,

Espagne, montre que peu à peu la contagion gagne toute l'Europe.

Il serait illusoire de penser que la France puisse échapper à la crise, à de tels plans d'austérité, que l'on puisse compter sur on ne sait quelle mansuétude du patronat où que l'on puisse éviter l'affrontement sans un puissant rapport de forces Européen.

Nous ne vaincrons pas sans organisation de la résistance, de la mobilisation, sans l'implication de chacun d'entre nous. Il y a nécessité d'élever le débat autour de la construction d'une mobilisation coordonnée dans toute l'Europe, ce qui suppose l'unité de tout le mouvement syndical, de tous les mouvements sociaux et de tous les réseaux de lutte existant en Europe au tour du seul mot d'ordre qui vaille : ce n'est pas à nous de payer la crise, nous on lâche rien.

Vladimir Nieddu

LA NOUVELLE GUERRE D'ESPAGNE



en bref...

5.000 manifestants, ont participé samedi 24 mars à Paris à une « Marche nationale pour l'emploi » à l'appel de l'union syndicale Solidaires, faute d'initiatives nationales des autres organisations syndicales.

C'était une première pour l'Union Solidaires: organiser seule une manifestation nationale. Pour SUD et Solidaires, la période électorale ne doit pas entraîner de « trêve sociale » bien au contraire. La question de l'emploi, esquivée à moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, est une priorité avec cinq millions de chômeurs. Les choix économiques et sociaux du gouvernement ont aggravé la situation de l'emploi et il

y a un risque fort d'une recrudescence de plans massifs de licenciements au lendemain des élections. Partis de la place de la Bourse, les manifestants ont défilé jusqu'à la place Stalingrad sous un soleil printanier, derrière une banderole: « Salaire, emploi, c'est un droit ». En tête de cortège, beaucoup de manifestants portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: « Travailler moins pour travailler tous ». Les militant(e)s de SUD santé-sociaux étaient nombreux(se)s dans la manifestation, les suppressions d'emplois étant nombreuses dans notre secteur ainsi que la montée de la précarité. « La question de l'emploi est aujourd'hui une priorité. Nous sommes là pour dire que les poli-

tiques de l'emploi menées ces dix dernières années, et notamment par le gouvernement Sarkozy, ont aggravé la situation mais dire aussi qu'il y a des résistances et des gens qui luttent », a déclaré Annick Coupé, porte-parole de Solidaires. Des alternatives devaient être proposées notamment par la mise en place d'un « droit de veto dans les comités d'entreprise », le renforcement des droits des salariés dans les petites entreprises sans présence syndicale ou encore « la nécessité d'un débat sur une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures ». Quelque soit le résultat des élections, la mobilisation sociale ne doit pas s'arrêter. C'était aussi le message de cette initiative !

Luttons contre la lesbophobie au travail

Près d'une lesbienne sur 4 est confrontée à de la lesbophobie dans le cadre de son travail¹. Et bien que l'on puisse penser que l'homosexualité et le lesbianisme commencent à être acceptés, la moitié des travailleur-se-s pense que la révélation de son orientation sexuelle et de son identité de genre reste incomprise et met les salarié-e-s mal à l'aise entre eux².

Principalement caractérisée par des rumeurs et moqueries, la lesbophobie au travail peut aller jusqu'au viol « punitif ». Toutes les étapes de la vie professionnelle sont concernées, du refus de promotion à la mise au placard, des mutations forcées à la rétrogradation, ces discriminations vont jusqu'à la rupture du contrat de travail, pressions pour pousser à la démission, licenciement, contrats non renouvelés. Toutes les catégories professionnelles sont visées, mais les employées ont plus de risque que les cadres d'être confrontées à de la lesbophobie au travail. Ces discriminations et violences ont d'importantes conséquences au niveau du travail, de la santé et sur le plan identitaire.

¹ Enquête sur la lesbophobie - SOS homophobie – 2008
<http://www.sos-homophobie.org/enquete-sur-la-lesbophobie/enquete-sur-la-lesbophobie>

² 5^e édition du baromètre sur la perception des discriminations au travail : regard croisé salariés du privé et agents de la fonction publique – CSA/Défenseur des droits/OIT – janvier 2012

Être lesbienne c'est être doublement discriminée. Les lesbiennes vivent les mêmes discriminations et violences que celles subies par les femmes hétérosexuelles (inégalité salariale, inégalité évolution carrière, harcèlement sexuel et violences sexistes), mais auxquelles s'ajoutent des discriminations et violences relatives à la lesbophobie de nos sociétés³. Il est important de dissocier l'expérience des gays et des lesbiennes, car la réalité que vivent les gays et les lesbiennes est totalement différente sur bien des aspects en raison des catégories de sexe.

Accord d'entreprise Égalité des droits pour les couples homosexuels et les familles homoparentale

Il y a quelques victoires, comme la négociation en janvier 2012 à l'hôtel Le Méridien de Nice, de l'accord d'entreprise sur l'égalité des droits des familles homoparentales. L'employeur s'engage à accorder aux familles homoparentales la possibilité de profiter des mêmes droits existants déjà pour les familles. Déjà en 2011, l'employeur avait reconnu le mariage de deux personnes de même sexe, en leur octroyant le même nombre de jours de congés que pour le mariage hétérosexuel. Ce sont de belles victoires, mais malheureusement isolées.

Les discriminations vécues par les lesbiennes se construisent à travers les normes hétérosociales. Ainsi, les préjugés hétérosexistes réduisent les lesbiennes à l'unique dimension de leur sexualité, elles n'ont plus d'identité propre au-delà de leur sexualité, plus de valeur en

³ L'hétérosexisme et la lesbophobie vécus par les lesbiennes en milieu de travail – Vanessa Watremez- 2008

tant qu'êtres humains et perdent toutes compétences en matière de travail. Les processus d'exclusion des lesbiennes soulignent le déni de reconnaissance de la contribution des lesbiennes à la société et le harcèlement hétérosexiste réaffirme les normes hétérosociales de la féminité. Mais l'une des premières formes de discriminations rencontrée par les lesbiennes en milieu de travail est l'invisibilité. Cette invisibilité a pour conséquences l'évitement des relations interpersonnelles avec les collègues pour ne pas à avoir à aborder sa vie privée, alors que celle-ci est omniprésente dans les échanges entre collègues de travail : les discussions devant la machine à café sur le week-end passé, les « bobos » du petit dernier, les

réceptions avec conjoint.es, etc. Dans un tel contexte, les lesbiennes qui ont choisi l'invisibilité sont alors conduites à développer des stratégies d'évitement de ces situations, attitudes de retrait, peur d'être démasquée. Parmi les différentes discriminations, l'invisibilité est la première, les autres discriminations apparaissent si cette règle – posée comme principe – est enfreinte.

Hétérosexisme et lesbophobie, 2 concepts inter reliés.

L'hétérosexisme fondé sur l'idéologie patriarcale, tient pour acquis que tout le monde est ou doit-être hétérosexuel-le. C'est une discrimination et oppression basée sur une distinction faite sur l'orientation sexuelle. C'est une promotion incessante, par les institutions ou les individus, de la supériorité de l'hétérosexualité et, simultanément, de la subordination de l'homosexualité.

La lesbophobie traduit bien plus que le simple rejet des lesbiennes, elle traduit la peur et la haine envers les lesbiennes parce qu'elles transgressent les rôles féminin/masculin, sont indépendantes des hommes sexuellement et, en partie, économiquement. En cela, elle est un outil de soutien au système hiérarchique et inégalitaire entre les sexes. En effet, la lesbophobie a pour fonction de renforcer la « naturalité » des catégories de sexe : elle permet de dire ce que doit être une « vraie » femme et une « bonne » sexualité ; elle est utilisée pour réaffirmer et montrer du doigt ce qu'est la norme de genre dans un système hétérosocial.

La lesbophobie et l'hétérosexisme sont indissociables. Ces deux concepts sont

Lutter contre les discriminations lesbophobes

Être syndicaliste, c'est aussi défendre les salarié-e-s qui subissent dans leurs entreprises des discriminations liées à leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

La dernière enquête de SOS homophobie indique que 76% des victimes de lesbophobie au travail n'ont eu aucun soutien des syndicats.

Cela doit changer !

Pour cela nous devons nous outiller pour pouvoir répondre aux sollicitations des salariées, intégrer la lutte contre la lesbophobie dans nos formations, intégrer dans nos tracts la lutte contre les discriminations hétérosexistes, intégrer ces questions dans nos négociations annuelles.

C'est en nommant clairement notre combat contre la lesbophobie au travail que nous affichons notre soutien.

Mais avant tout, nous devons être attentif-ves à bannir toutes discriminations lesbophobes au sein même de notre syndicat.

Un syndicalisme de transfor-

mation sociale

Nous devons être à la pointe de ce combat pour en finir avec l'hétéropatriarcat, dans nos syndicats, dans notre société et au travail, nous qui militons pour un syndicalisme de transformation sociale.

Nous devons être en soutien et en solidarité avec toutes les lesbiennes, pour l'égalité de traitement pour tous les couples, hétérosexuels ou homosexuels, pour le développement d'une éducation non hétérosexiste et non normative dès la petite enfance, dans les programmes, les manuels, les pratiques pédagogiques, et la formation des responsables enseignants, travailleurs sociaux, médecins scolaires et personnel médical. Pour information, la première matinée des intersyndicales femmes (Solidaires, FSU, CGT) les 13/14 mars 2012 a été consacrée à un débat sur la lesbophobie au travail.

Actes à venir.

commission femmes

en bref...

D'organique, le sexe est aussi devenu politique. Pouvons-nous faire une lecture sexuée des rapports sociaux ?

Faut-il envisager le contrôle exercé par des êtres humains sur leurs semblables, à travers le prisme d'une lutte des sexes non pas tant biologiques que socialement construits, culturellement forgés ?

Oui, répondent les études de genre, qui ne sont pas nées de la dernière pluie. Dès 1949, Simone de Beauvoir avait énoncé, dans Le Deuxième Sexe : « On ne naît pas femme, on le devient. » Mais alors comment (cela vaut également pour les hommes) ? Telle est la question, la différence des sexes n'étant donc plus considérée comme une donnée naturelle immuable...

Médiapart revient en quatre vidéos, sur cette construction sociale du sexe biologique. En commençant par une réponse ironique, mûrie et documentée aux fantasmes de Christine Boutin et consorts.

La polémique n'a cessé d'accompagner le « genre » : s'agit-il d'études féministes ou féminines ? Y a-t-il place pour les hommes, en tant que chercheurs ou objets de recherches ? Faut-il privilégier une approche théorique ou pragmatique, voire militante ? Sans oublier les blocages que connut l'université française, jusqu'à la légitimation de telles problématiques.

<http://www.mediapart.fr/article/offert/bde2e7ee9baf496688be704ffe17d166>

Francesca Solleville, la passeuse de mots

Diagonale des heures grises d'une enfance sous l'Occupation à nos jours, enfance tiraillée entre un grand-père fondateur de la Ligue italienne des droits de l'Homme, un père fasciste et une mère communiste qui lui font découvrir très tôt les notions de justice et d'injustice, le récit de Francesca Solleville est celui d'un voyage de plus de 50 ans aux allures de combat : sa traversée du métier depuis ses débuts dans les cabarets de la légendaire «Rive Gauche».

Du vinyle des «super 45 tours» au numérique, Francesca Solleville a mis sa voix vibrante de passion et de soleil au service des poètes et d'auteurs eux-mêmes parfois chanteurs Mac Orlan, Aragon, Max Jacob, Antonin Artaud, Ferré, Brel, Brassens, Ferrat, Fanon ou Allain Leprest aujourd'hui. Car ce que Francesca Solleville revendique avant tout, c'est son statut d'interprète, de «passeuse de mots». Elle n'écrit pas ses chansons et ne compose pas l'accompagnement musical, elle sert les mots et les auteurs, la tête et la voix haute, portant les mots des autres devenus siens... Des mots qui dénoncent, qui caressent, qui hurlent et qui s'engagent, du Vietnam aux J.O. de Mexico, des usines en lutte au Chili torturé, des femmes libérées aux esclaves révoltés...,

Son répertoire - plus d'une vingtaine d'albums - constitue un arbre à chansons si fourni qu'il faudrait un généalogiste pour en démêler les filiations alors que fleurissent régulièrement de nouvelles branches avec leurs brassées de refrains. Pour nous montre la dernière branche, « La promesse à Nonna » et pour célébrer ses 80 printemps, la dame s'est posée en mars, pour deux soirs

seulement au bord de la scène de l'Européen à Paris.

Bien plus qu'un répertoire, c'est un florilège : Allain Leprest, Jean Ferrat, Anne Sylvestre ; aussi Gilbert Laffaille, Jean-Max Brua et Véronique Pestel, que des auteurs dont le nom est à jamais gravé au Panthéon de la chanson. Que des grands. Et des nouveaux, aussi comme François Morel, avec

« Papa », une chanson passerelle entre l'enfance de François et celle de Francesca, dans les mêmes angoisses d'alcool paternel. Et cette rebelle-là, la Solleville, pour les porter avec force, détermination, rare élégance. Et des moments plus forts encore. Comme ce *Nuit et Brouillard* chanté sans emphase, avec calme, sans nulle colère, la voix posée : d'autant plus efficace, impressionnant... Comme *Vanina*, comme *Sarment*, comme... Etonnante femme, vraiment, dans la fulgurance de la voix, du geste, qui convoque à elle la beauté du monde et la dignité de l'humain. Je ne suis qu'un cri chante Francesca, et c'est ça. On a tout dit d'elle, et sans doute pas assez, en tout cas rien d'équivalent à son talent : le vocabulaire s'épuise devant une telle femme, tout superlatif est superflu. Alors disons que c'était un récital de Francesca Solleville et on aura déjà tout dit. Si, ajoutons la prépondérance des textes de Leprest et de Ferrat, deux de ses frères d'Antraigues et d'entraide, de chanson et de vie. Eux sont partis, elle est restée.

C'est dire le cadeau de cette chanson inédite de Leprest, *Le tamis*. Et de cette autre, l'ultime d'Allain, la der des ders, toutes guerres cessées, toutes luttes vaines, comme un dernier cri. Qu'il a offert à Francesca en juillet, avant de se pendre trois semaines après.



« La langue bleuie, les bras ballants
Pesant l'oubli, le cœur moins lourd,
Trois p'tits tours autour d'un nœud coulant
Fiers capitain's au long court,
Voyagent en cerf-volant
Priez pour les morts d'amour
Est-il heureux celui qui meurt d'aimer ? » Filiation de grands poètes, ces ultimes vers ont quelque chose de François Villon, de sa *Ballade des pendus*... Comment vous dire l'émotion de Francesca, dépositaire d'un tel message, si poignant, si bouleversant, de ce devoir de mémoire qui désormais lui échoie ; comment vous dire celle du public découvrant à son tour l'aveu du suicide à venir, qui est venu, que nul n'a vraisemblablement su comprendre, à plus forte raison prendre aux mots ? Salle bouleversée, larmes qu'on peut retenir ou pas. Et ces mots qui résonnent et résonneront longtemps en nous : « S'enlacer, se départir / Pour le pire et pour le pire / Un vol aller, sans retour / Que vivent les morts d'amour. »

Nul doute que l'émotion sera intacte dans toutes les salles que Francesca fera vibrer au fil de ses concerts (dates disponibles sur le site www.francescasolleville.com)

Francesca Solleville :

CD *La promesse à Nonna Universal Anthologie 1959 – 1983 (5 CD) Venge la vie !*

DVD *Montrez moi la phrase Documentaire Bernard Darnault – Inthemood*

Thierry Lescant